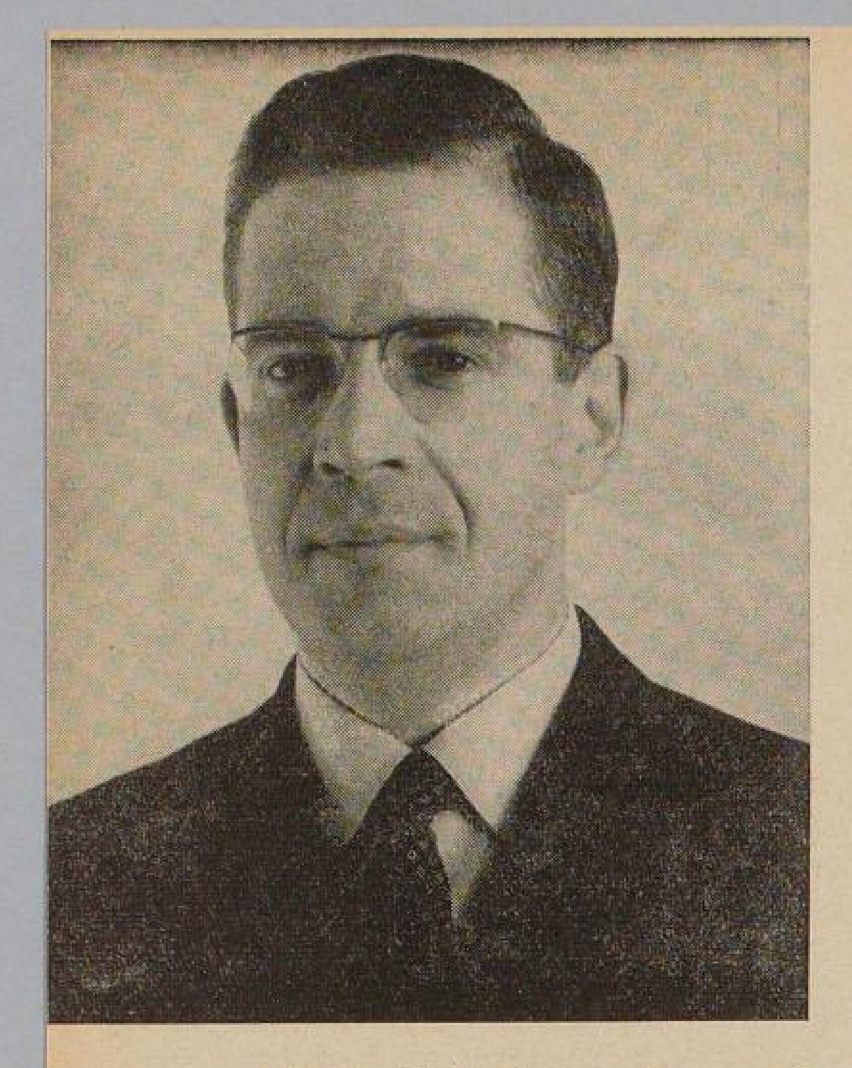


ELECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 JUIN 1968 - 5e CIRCONSCRIPTION VIENNE-NORD

Louis MERMAZ

Député Sortant

Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste

Electrices, Electeurs,

Après dix années d'exercice du pouvoir, la Ve République bute sur une crise profonde : chômage, stagnation économique, ampleur de la protestation sociale, effondrement de l'Université, incompréhension des problèmes de la jeunesse, manque d'emploi pour les jeunes, détresse des personnes âgées, impréparation de notre économie au Marché Commun. Le bilan est lourd.

La solitude hautaine des dirigeants a eu des effets néfastes : ils ont refusé le dialogue avec les assemblées élues, Parlement, Conseils municipaux. Ils l'ont également refusé avec les syndicats, les producteurs, les enseignants, les ouvriers, les paysans, les étudiants, d'où le puissant mouvement de revendications qui s'est développé en France et dans notre région.

Le chef de l'Etat désemparé devant le conflit a annoncé un référendum, puis redoutant le résultat il a préféré dissoudre l'Assemblée Nationale, dans laquelle il disposait pourtant d'une majorité inconditionnelle.

Dès le début de la crise, considérant que la majorité gaulliste n'était plus représentative du pays, la Fédération de la Gauche avait demandé de nouvelles élections générales. Elle estimait que c'était le seul moyen d'éviter l'affrontement. Le chef de l'Etat s'est rallié à cette solution en désespoir de cause.

L'avenir du pays dépend désormais de vous. Si la majorité sortante est reconduite même de justesse, rien ne sera réglé. Nous retrouverons les mêmes difficultés à la rentrée d'octobre. En fait le gouvernement, qui vient d'être replâtré continuera de vivre à la petite semaine. Nous n'avons rien à attendre des hommes de l'actuelle majorité. Ils ne changeront pas, ils ne changeront rien. Ils n'entreprendront pas les réformes de structures indispensables. Ils tenteront de revenir sur les concessions qu'ils ont dû faire aux travailleurs. A peine sortis de la politique de stabilisation, nous tomberons dans l'inflation. La revalorisation des salaires sera mangée par la hausse des prix. Toutes les catégories sociales, commerçants, artisans, paysans seront frappées. Nous risquerons alors une nouvelle explosion sociale beaucoup plus grave.

Si les républicains et les hommes de progrès l'emportent alors tout redevient possible. LA DISCUSSION ET LE DIALOGUE S'INSTAURERONT A TOUS LES ECHELONS. Les travailleurs trouveront dans un gouvernement démocratique un interlocuteur valable, les réformes que le Chef de l'Etat a reconnu lui même comme nécessaires pourront être entreprises dans un climat assaini.

Le régime gaulliste est trop fatigué pour proposer des solutions. Ses candidats qui changent une nouvelle fois d'étiquette et qui s'appellent U.D.R. n'ont pas plus de programme que les U.N.R. d'hier. Mais La Fédération de la Gauche a conscience de sa force. Elle a entrepris résolument depuis 15 mois de rajeunir ses cadres et de renforcer ses structures. Elle était représentée à l'Assemblée Nationale, sous la précédente Législature par le groupe parlementaire le plus puissant. Si l'opposition gagne les élections les 23 et 30 Juin, elle sera la force dominante de la nouvelle majorité démocratique. Elle accèdera aux responsabilités du gouvernement, elle sera le fer de lance d'une gauche unie et responsable.

Les républicains sont aujourd'hui prêts à assurer la relève du gaullisme dans l'ordre et la stabilité. Le programme de la Fédération de la Gauche publié le 14 Juillet 1966, tenu à jour sans relâche depuis, constitue une contribution décisive **au contrat de majorité** qui devra être passé au lendemain des élections entre les représentants de toutes les forces de progrès.

- **En matière Economique et Sociale** nous demandons **la révision du Ve Plan** afin d'assurer le plein emploi, une refonte du budget au bénéfice des investissements économiques et sociaux, une planification démocratique des grands secteurs de l'économie et **la création d'une banque nationale d'investissements ;**

La garantie de l'emploi et des ressources ce qui signifie : une augmentation substantielle des salaires, des traitements et des retraites, pas de salaire mensuel inférieur à 650 F, la parité pour les salaires féminins, la revalorisation des ressources familiales, le relèvement à 6 000 F. du plancher d'exonération en matière d'impôt sur le revenu et le réaménagement de cet impôt en faveur des petits et moyens salaires.

Mais il faut aller plus loin et satisfaire les revendications des travailleurs, qui répondent aux exigences d'une société moderne : **diminution de la durée du travail,** rendue possible par le progrès technique afin de parvenir à la semaine de quarante heures sans diminution de salaire, abaissement progressif de l'âge à la retraite, **abrogation des ordonnances anti-sociales,** établissement pour les rémunérations d'un système d'échelle mobile.

De telles mesures doivent être complétées par la nationalisation des monopoles. Il faut étendre les droits et les libertés syndicales dans les entreprises et assurer la participation du monde du travail à la gestion de l'économie, ce qui passe par la démocratisation des entreprises.

Pour le logement : construction de 600 000 logements par an dont 350 000 logements sociaux, adaptation aux ressources des familles modestes du niveau des loyers H.L.M.

Pour l'Education Nationale : démocratisation de l'enseignement supérieur, avec autonomie des universités et cogestion, vote de nouveaux crédits afin de donner aux jeunes les maîtres et les locaux nécessaires, et d'instaurer un système de bourses et d'allocations d'étude plus démocratique.

La politique agricole : Il faut assurer au travail paysan une juste rémunération par une politique des prix appropriée et par une réforme des circuits de distribution dont les producteurs et les consommateurs sont les victimes aux deux bouts de la chaîne. Les accords de Bruxelles doivent être complétés et il faut prévoir une évolution des prix européens en fonction des coûts de production. Les importations abusives de viande congelée qui sont en contradiction avec le règlement bovin doivent cesser. Le marché du veau doit être réorienté et les cours soutenus au départ des exploitations.

Il faut favoriser la coopération qui doit être l'affaire des exploitants, assurer aux agriculteurs des débouchés, alléger les charges de l'exploitation gravement menacée par les nouvelles mesures fiscales votées par les gaullistes. Les pouvoirs publics doivent préserver les terrains agricoles dans le cadre d'une politique d'espaces verts à long terme.

Les Commerçants et les artisans voient leur liberté entravée par la politique de concentration suivie par le régime depuis 10 ans. Après avoir subi le contrecoup du plan de stabilisation et l'introduction d'un système fiscal compliqué (extension de la T.V.A.), ils sont également durement touchés par la crise. Il convient de leur assurer une protection sociale plus juste. Les Républicains rétabliront les conditions d'un régime normal et leur assureront une **réelle indépendance économique.**

Les personnes âgées : Les vieux travailleurs, les anciens combattants, les handicapés physiques voient leurs ressources se stabiliser ou diminuer alors que le gouvernement annonce une hausse du coût de la vie. Un plan d'urgence doit être présenté sans tarder en leur faveur : il complétera les diverses propositions de loi déjà défendues par la Fédération de la Gauche.

Les rapatriés doivent savoir que la majorité gaulliste est responsable du retard pris par toutes les propositions que la Fédération de la Gauche a plusieurs fois défendues à l'Assemblée Nationale.

La Fédération de la Gauche est attachée à la promotion de la femme
C'est pourquoi nous voulons faire respecter le principe "A travail égal, salaire égal". Nous demandons le remboursement à 100% des congés de maternité et le développement des équipements sociaux pour les enfants.

Nous demandons pour la jeunesse l'égalité des chances dans l'instruction et l'apprentissage du métier, y compris pour les jeunes filles, l'équipement sportif et culturel du pays et la réduction pour les jeunes gens, du service militaire à huit mois.

Electrices, Electeurs, vous avez bien voulu m'accorder votre confiance, il y a quinze mois. Nous avons travaillé depuis cette période ensemble pour défendre les intérêts de notre région et de ses habitants, en relation constante avec les municipalités, avec les forces vives. Nous nous sommes attachés aux problèmes posés par l'équipement scolaire de nos communes : les pouvoirs publics doivent combler d'urgence le retard pris en ce domaine. Des projets sont en cours à Décines, à St-Priest, à St-Symphorien-d'Ozon, à Meyzieu entre autres. Nous continuerons de les suivre attentivement. En ce qui concerne la ville de Vienne, nous ferons tout pour que les promesses si longtemps prodiguées par les autorités ministérielles pour la réalisation du lycée soient tenues, malgré certaines attitudes dilatoires.

Seules des mesures d'ensemble résoudront le problème de l'emploi notamment dans la région viennoise. J'ai obtenu récemment l'assurance du ministre chargé de l'équipement, **que Vienne serait classée en zone II,** afin de bénéficier des aides réservées aux régions en détresse. C'est là une question capitale sur laquelle je continuerai de me pencher. De même tout sera fait pour lutter contre la crise du logement.

En ce qui concerne la politique étrangère, nous pensons que la sécurité de la France passe par la **construction de l'Europe des peuples**, et par la renonciation à la force de frappe. Nous continuerons d'agir de toutes nos forces en vue d'un **règlement négocié de la guerre au Vietnam** dans l'esprit **des accords de Genève de 1954.** La lutte contre la faim dans le monde et l'organisation de l'aide aux pays du tiers-monde sont au premier rang de nos objectifs.

Electrices, Electeurs, **Confirmez** le vote que vous avez émis lors des dernières élections législatives. **Confirmez** les résultats obtenus au mois d'octobre par la Fédération dans les cantons d'Heyrieux et de Vienne-Nord qui ont vu l'élection dès le premier tour de J. DOMEYNE, Conseiller Général, Maire de Chasse et de L TARDY, Conseiller Général, maire d'Heyrieux. **Confirmez** les résultats qui ont accordé dès le premier tour 44,90 % des suffrages à la Fédération, dans le canton de St-SYMPHORIEN-D'OZON, lors de l'élection de J. SIBUET, Conseiller Général, Maire de MIONS.

Dans une circonscription comme la nôtre, le candidat de la Fédération est celui qui au second tour sera le mieux placé, quels que soient les mérites des autres candidats, pour battre le candidat gaulliste (U.D.R.). Ne dispersez pas vos voix. Je vous demande de bien vouloir me mettre en mesure de garder cette circonscription à la Gauche et à la République. DÈS LE PREMIER TOUR, VOTEZ ET FAITES VOTER

LOUIS MERMAZ (Titulaire)
Député Sortant
36 ans, marié, père de deux enfants - Agrégé de l'Université
Secrétaire Général de la Convention des Institutions Républicaines

JEAN MARCEL (Suppléant)
Commerçant, Ancien Adjoint au Maire de Vienne
Ancien combattant, Vice-Président des Délégués Cantonaux de l'Isère
Président d'Associations sportives

N. B. La 5° Circonscription de Vienne-Nord comprend les mêmes 46 communes qu'auparavant.
Les Electrices et les Eleeteurs désirant prendre contact avec Louis MERMAZ peuvent le faire en écrivant à son domicile, 145, Avenue Général-Leclerc, 38-VIENNE, Tél. (85-03-84).
Louis MERMAZ et son suppléant auront tenu au cours de la campagne électorale une réunion dans les 46 communes de la circonscription. Les dernières réunions publiques auront lieu Mardi 18 Juin à 20 h. 30 Salle des Fêtes Vienne, - Mercredi 19 Juin à 20 h. 30 Décines, - Jeudi 20 Juin 20 h. 30 St-Priest, - Vendredi 21 Juin 18 h· St-Georges-d'Espéranche

IMP. H PINBAU - VIENNE